



JANVIER 2021

LE CANADA DOIT PROTÉGER ET ENCOURAGER DAVANTAGE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Par Miguel Ouellette et Maria Lily Shaw

Dans les dernières années, un mouvement important de censure s'est établi dans la population universitaire, mais aussi au sein du grand public. Un courant qui prône une pensée unique et qui tente, parfois même de façon coercitive¹, de faire taire les individus ayant une vision différente de celle-ci. C'est d'ailleurs le cas aux États-Unis, dans plusieurs universités où des professeurs et chercheurs ont l'impression de constamment marcher sur des œufs et subissent du harcèlement de plusieurs étudiants. Malheureusement, ce mouvement semble devenir de plus en plus populaire au Canada, comme nous l'avons vu à l'Université d'Ottawa dans les derniers mois², et ne touche pas seulement le réseau académique, mais aussi les médias et une certaine tranche plus radicale de la population générale.

Dans une économie de marché comme la nôtre, la liberté d'expression a été un des piliers de la richesse accumulée au fil du temps et de notre bien-être actuel. C'est d'ailleurs l'opposition d'idées et la diversité des goûts qui ont incité nos entreprises à innover et à constamment chercher une façon de répondre aux différents besoins et préférences du marché. En supprimant les incitations à se démarquer et à s'améliorer, la censure et les menaces contre la liberté d'expression ont donc aussi des conséquences économiques dommageables.

LIBERTÉ D'EXPRESSION RIME AVEC CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Pour plusieurs adeptes de l'encadrement subjectif et strict de la liberté d'expression, le discours haineux



serait si coûteux pour la société qu'il justifierait une intervention de nos gouvernements et des administrations d'universités. Bien que la société doit avoir comme but de diminuer la présence de ce type de discours, cet argument rate la cible en se concentrant seulement sur un élément, sans considérer les dommages économiques collatéraux associés aux limites imposées sur la liberté d'expression qui viennent ralentir et décourager l'innovation³.

Bien qu'il soit vrai que le discours haineux envers des individus ou des groupes ne soit jamais celui qui favorisera l'innovation, son encadrement pourrait néanmoins engendrer des coûts pour la société, bien supérieurs aux gains de jouir d'un discours plus homogène et libre de paroles désobligeantes.

Cette Note économique a été préparée par **Miguel Ouellette**, directeur des opérations et économiste à l'IEDM, et **Maria Lily Shaw**, économiste à l'IEDM.



Si un encadrement était imposé et que les pénalités associées à avoir tenu un « mauvais » discours étaient assez grandes, par exemple un congédiement ou des amendes, la simple peur d'être controversé sans le vouloir pourrait diminuer la probabilité de s'engager dans des débats ou conversations. Cette autocensure ne serait pas sans conséquence.

À ce sujet, la littérature économique et scientifique en général est claire : les échanges d'idées stimulent l'innovation, et l'innovation est un des moteurs principaux de la croissance économique et de la hausse de nos niveaux de vie. C'est exactement ce que des chercheurs et économistes de l'université Stanford⁴, du Dartmouth College⁵ et de l'université de Californie à Berkeley⁶ ont exprimé dans des articles académiques.

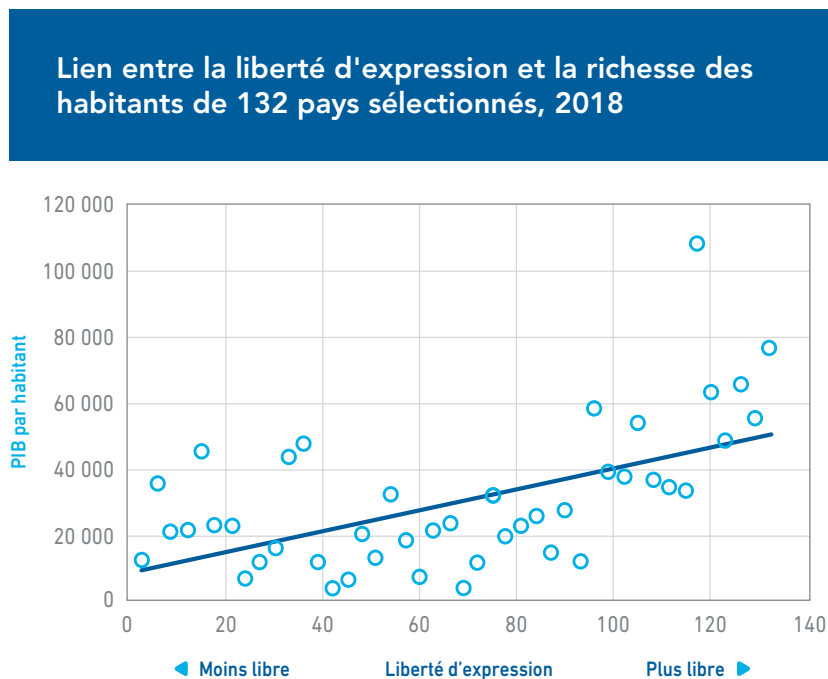
De surcroît, en analysant les données de 132 pays⁷, nous constatons aussi qu'il existe bel et bien une corrélation entre la liberté d'expression et la richesse d'une nation, comme la courbe de tendance dans la Figure 1 l'illustre. Plus un pays favorise la liberté d'expression, plus il est riche.

Il est clair que la liberté d'expression ne soit pas la seule variable expliquant le niveau de richesse des habitants d'un pays et il importe de tenter d'isoler l'effet de la liberté d'expression à l'aide d'un modèle économique afin d'en tirer des conclusions plus rigoureuses – ce que nous avons d'ailleurs fait dans la prochaine section.

Les échanges d'idées stimulent l'innovation, et l'innovation est un des moteurs principaux de la croissance économique et de la hausse de nos niveaux de vie.

Toutefois, que nous prenions la richesse par habitant, la longévité de la population, le niveau d'éducation ou bien le taux de mortalité infantile, ce sont généralement les pays les plus libres, tant économiquement qu'au niveau de la liberté d'expression, qui font meilleure figure. Il est empiriquement clair que d'encourager les échanges d'idées favorise l'innovation et ainsi la hausse de nos niveaux de vie.

Figure 1



Note : Le PIB par habitant est la moyenne des pays par tranche de trois selon le classement de la liberté d'expression, en ordre décroissant. Lorsque les données pour un pays n'étaient pas disponibles, nous l'avons retiré de l'échantillon. La liberté d'expression découle du classement « 2018 World Press Freedom Index », qui est utilisé comme indicateur de la liberté d'expression. 1 est la valeur minimum, et plus la valeur augmente, plus le pays fait bonne figure en matière de liberté d'expression. Voir l'Annexe technique des auteurs pour plus de détails.

Sources : Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2018 », 2019; Banque Mondiale, « PIB par habitant (\$ PPA internationaux courants) », 2020.

De plus, la liberté d'expression doit aussi comprendre et favoriser les libertés de presse et de débattre sur les campus académiques, ainsi que le droit de contester les orientations de nos gouvernements.

Sinon, en partant de l'hypothèse qu'une partie de la population détienne la vérité absolue, ce qui ne justifierait toujours pas de censurer les échanges d'idées, à quoi bon avoir transformé notre système d'éducation qui prônait autrefois l'endoctrinement, souvent religieux, pour un système plus libéral en ce qui a trait aux enseignements? Un pas dans la direction du retour au dogme est le contraire du progressisme que la société moderne valorise tant.

LES GAINS POUR LES CANADIENS

Favoriser les échanges d'idées et la protection de la liberté d'expression est intuitivement bénéfique et les études académiques plus qualitatives le confirment. Mais concrètement, pour le Canadien moyen, que gagnerait-il économiquement si nos gouvernements mettaient en place des politiques publiques allant dans le sens des conclusions de la littérature scientifique à ce sujet?

Pour répondre à cette question, nous avons bâti un échantillon de 132 pays en y soutirant diverses variables pertinentes reliées à la richesse des habitants, à la démographie, à la santé, à l'éducation et bien sûr à la liberté d'expression. Puis à l'aide d'un modèle économétrique, nous avons isolé l'effet de la liberté d'expression sur la richesse des Canadiens (voir notre Annexe technique). L'idée étant de confirmer les conclusions des études qualitatives et des principes fondamentaux, tout en chiffrant le gain monétaire moyen par Canadien associé à l'amélioration de notre performance en matière de liberté d'expression.

Au sein de notre échantillon, le Canada figure parmi les 15 % des pays les plus libres en matière d'expression. S'il est vrai que nous vivons dans une société relativement libre, prendre ce bon classement comme acquis serait une erreur. En fait, nos calculs démontrent qu'il serait bénéfique pour le Canada et ses habitants de s'améliorer.

Comme l'illustre le Tableau 1, si le Canada mettait en place des politiques publiques favorisant davantage la liberté d'expression et qu'il arrivait à prendre la place de la Norvège, qui est le pays faisant meilleure figure à ce niveau, les Canadiens seraient individuellement plus riches de 2 522 dollars canadiens annuellement en moyenne⁸. Plus précisément, pour chaque rang additionnel que le Canada gagnerait, chacun de ses habitants serait plus riche d'environ 150 dollars annuellement en moyenne.

Si le Canada mettait en place des politiques publiques favorisant davantage la liberté d'expression, les Canadiens seraient individuellement plus riches de 2 522 dollars.

Comme la théorie économique et les évidences empiriques l'expliquent, favoriser la liberté d'expression stimule, entre autres, l'innovation, l'entrepreneuriat et l'efficacité de la recherche, et incite nos décideurs politiques à mieux gérer les finances publiques. Ce sont toutes ces conséquences mises ensemble qui expliquent les gains annuels par habitant qui en découlent et que nous retrouvons dans le tableau. Évidemment, il ne s'agit pas d'un chèque envoyé par la poste à la fin de l'année, mais d'une hausse graduelle de nos niveaux de vie propulsée

Tableau 1

Gains moyens annuels par habitant si le Canada (18^e rang) se trouvait au...		
Rang	Pays	Gains annuels
1	Norvège	2522 \$
2	Suède	2374 \$
8	Nouvelle-Zélande	1484 \$
11	Autriche	1039 \$
15	Allemagne	445 \$

Note : Gains annuels en PIB par habitant.

Source : Calculs des auteurs. Voir Annexe technique pour plus de détails.

par les effets découlant de plus de liberté d'expression.

Bien entendu, se lancer dans des campagnes de censures, comme le souhaitent certains groupes de pression ou politiciens, aurait l'effet contraire, soit celui de réduire la richesse des Canadiens. Même si l'intention derrière le désir de bannir les discours haineux ou les idées provocatrices peut être parfois louable, les effets pervers économiques et sociaux sont bien réels.

Puisque la liberté d'expression n'est pas un indicateur aussi facilement quantifiable que le taux de chômage par exemple, le rang des pays sélectionnés a été conçu, entre autres, selon le niveau de pluralisme, l'indépendance des médias, l'environnement social et l'autocensure, le cadre légal, la transparence, la qualité des infrastructures d'informations et la présence de violence⁹.

Ces conditions, qui déterminent le degré de liberté d'expression d'un pays donné, nous permettent ensuite de formuler des propositions concrètes de politiques publiques afin de rendre le Canada plus compétitif à ce sujet et d'en tirer les bénéfices économiques.

Il n'est pas étonnant de constater ce lien de cause à effet entre la liberté d'expression et la richesse des habitants d'un pays. Les pays dans le monde où les citoyens sont soumis à un régime autoritaire et liberticide sont aussi ceux qui sont généralement les moins riches, bien que la liberté d'expression ne soit qu'une variable à prendre en compte. Toutefois, en Occident, il est plus difficile de bien saisir les différences entre les pays en ce qui a trait à la liberté

d'expression, puisque la grande majorité est relativement libre, tout comme le Canada.

Cependant, en creusant davantage, il devient clair que des différences flagrantes existent entre nos pays. Par exemple, en Norvège, il est monnaie courante de voir des efforts constants de la part de politiciens, encouragés par les citoyens, pour protéger davantage la liberté d'expression, tant au niveau national que mondial. D'ailleurs, il y a quelques années, ce pays s'est doté d'un plan d'action national et international pour favoriser l'indépendance des médias, réduire les limites déjà faibles aux échanges d'idées et augmenter la transparence de l'État¹⁰.

Avec la montée d'un mouvement prônant la pensée unique et encourageant des mesures de censure, nos gouvernements ne doivent pas céder à la pression.

Au Canada et dans plusieurs provinces en particulier, dont le Québec, l'État peut décider arbitrairement de subventionner un média plutôt qu'un autre, ce qui peut potentiellement nuire à l'indépendance des médias et donc mener à des informations biaisées et moins fiables. De plus, les échanges d'idées sont parfois découragés par plusieurs associations étudiantes sur les campus¹¹. Sans compter qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir de l'information de nos gouvernements via des demandes d'accès à l'information¹². Ces exemples illustrent une partie de la différence qui existe entre la Norvège et notre pays, et qui devrait être diminuée, voire même éliminée, au bénéfice des Canadiens.

NOS RECOMMANDATIONS

Ainsi, pour y arriver, nous proposons entre autres à nos gouvernements provinciaux et fédéral de collaborer afin de se doter d'un plan de promotion de la liberté d'expression qui viendrait :

- Favoriser l'indépendance des médias envers le gouvernement en limitant les subventions arbitraires et, à la place, en créant un cadre réglementaire et fiscal favorable à tous les médias, incluant ceux qui souhaiteraient entrer sur le marché;
- Inciter les universités publiques canadiennes à protéger la liberté d'expression afin qu'elles permettent réellement à leurs chercheurs, professeurs et étudiants de s'exprimer librement sans risque de représailles;

- Augmenter les informations et données disponibles à la population en diminuant la nécessité de faire des demandes d'accès à l'information, et ce afin de faciliter les débats publics.

Avec la montée d'un mouvement prônant la pensée unique et encourageant des mesures de censure, nos gouvernements ne doivent pas céder à la pression. Les demandes de ces groupes sont économiquement néfastes, et le bien-être qui découle de vivre dans un pays relativement libre comme le Canada ne doit pas être compromis. S'il faut tirer un enseignement de la littérature scientifique et des calculs présentés dans cette publication, c'est qu'il faut en faire davantage pour protéger la liberté d'expression des Canadiens et Canadiennes.

RÉFÉRENCES

1. Katy Steinmetz, « Fighting Words: A Battle in Berkeley Over Free Speech », *Time*, 1^{er} juin 2017.
2. Radio-Canada, « "J'ai peur depuis la première journée", admet Verushka Lieutenant-Duval », 21 octobre 2020.
3. Il ne s'agit pas ici des limites associées aux menaces de mort et à la diffamation au sens légal du terme.
4. Charles I. Jones, « Sources of U.S. Economic Growth in a World of Ideas », *American Economic Association*, vol. 92, no 1, mars 2002, p. 5-11.
5. Susan J. Brison, « The Autonomy Defense of Free Speech », *Ethics*, vol. 108, no 2, janvier 1998, p. 317.
6. Erwin Chemerinsky et Howard Gillman, *Free Speech on Campus*, Yale University Press, septembre 2017, chapitre 2.
7. Lorsque les données pour un pays n'étaient pas disponibles, nous l'avons retiré de l'échantillon.
8. Il s'agit ici du gain en termes de PIB par habitant. À titre informatif, le PIB par habitant au Canada en 2018 était d'environ 59 600 dollars canadiens, alors que le revenu annuel moyen par habitant était de 48 000 dollars canadiens. Trading Economics, « Canada GDP per capita », 2019; Statistique Canada, Tableau 11-10-0239-01 : Revenu des particuliers selon le groupe d'âge, le sexe et la source de revenu, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement, 24 novembre 2020.
9. Voir le « Classement mondial de la liberté de la presse », qui agit comme indicateur de ce que nous définissons comme étant la liberté d'expression. Reporters Sans Frontières, « Méthodologie détaillée du classement mondial de la liberté de la presse », 2020.
10. Open Government Partnership, « Promote Freedom of Expression and Independent Media (NO0051) », 2020.
11. Campus Freedom Index, « 2020 Campus Freedom Index – Summary of Findings », 2020.
12. Countryeconomy, Data, Government, Global Right to Information Rating, Canada, consulté le 21 décembre 2020.

ANNEXE

DESCRIPTION DE LA MÉTHODOLOGIE ET DES VARIABLES

Afin de saisir l'effet qu'a la liberté d'expression sur la richesse des habitants d'un pays, nous utilisons un modèle de régression linéaire multiple. Plus spécifiquement, nous employons la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) avec des données transversales pour huit variables indépendantes distinctes et un échantillon de 132 pays. Cette méthodologie est couramment utilisée avec des données transversales et nous permet d'isoler l'incidence d'un changement de positionnement d'un pays dans le classement de la liberté de la presse sur le PIB par habitant de ce pays. La variable dépendante, le PIB par habitant, est exprimée en dollars internationaux courants (USD)¹. Pour éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays, le PIB par habitant a été converti en utilisant le facteur de parité de pouvoir d'achat (PPA). Ce faisant, nous améliorons la fiabilité de nos résultats.

Bien entendu, de nombreux facteurs peuvent influencer sur le développement économique d'un pays; cependant, nous avons soigneusement sélectionné un ensemble de variables indépendantes qui se sont avérées pertinentes dans la littérature existante. Ensemble, ces variables dressent un portrait de la richesse, la liberté, la santé et l'éducation des habitants d'un pays. Toutes les données utilisées dans cette étude reflètent les valeurs de fin d'année pour 2018.

Le modèle estimé est le suivant :

$$PIB_{parHab}_t = \beta_0 + \beta_1 Classement_t + \beta_2 Superficie_t + \beta_3 Pop_t + \beta_4 PIB_t + \beta_5 IPC_t + \beta_6 TauxChôm_t + \beta_7 MortInf_t + \beta_8 Educ_t + \epsilon_t$$

Où ϵ_t représente le terme d'erreur.

Classement mondial de la liberté de la presse : Il s'agit de la variable indépendante d'intérêt qui sert d'indicateur pour mesurer la liberté d'expression d'un pays. La liberté de la presse représente fidèlement la liberté d'expression de la population d'un pays, car cette liberté comprend à la fois le droit de parole et le droit d'être entendu. Pour être plus précis, l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme protège la liberté d'expression et inclut le droit de « rechercher, recevoir et répandre des informations et des idées par le biais de tous les médias et indépendamment des frontières »². Par conséquent, la liberté d'expression et de presse peut être interprétée comme une norme unique, avec peu ou pas de différences significatives. De plus, étant donné le rôle critique joué par la presse dans toutes les sociétés, c'est-à-dire le rôle de diffusion des nouvelles et d'information, on peut raisonnablement soutenir qu'un classement crédible de la liberté de la presse mesure assez précisément la liberté d'expression dans la grande majorité des pays. La variable indépendante d'intérêt est représentée par $Classement_t$, comme le montre l'équation de régression ci-haut.

Superficie : Cette variable est représentée par $Superficie_t$ dans l'équation de régression. La superficie des pays inclus dans notre échantillon est mesurée en kilomètres carrés et se compose de la superficie totale d'un pays, à l'exclusion

de la superficie des plans d'eau intérieurs, des revendications nationales sur le plateau continental et des zones économiques exclusives.

Population : Cette variable est incluse en raison de sa relation mathématique avec la variable dépendante. En effet, le PIB par habitant d'un pays donné est calculé en divisant son PIB total par sa population. Pour chaque pays de notre analyse, la variable population dans l'équation de régression, Pop_t , inclut tous les résidents, quel que soit leur statut juridique ou leur citoyenneté.

PIB en dollars courants (USD) : Tout comme la variable représentant la population, le PIB est inclus en raison de sa présence dans la formule mathématique utilisée pour calculer le PIB par habitant. Les données sur le PIB des 132 pays ont été compilées en dollars internationaux (USD) pour l'année 2018. Aux fins de cette étude, nous avons converti toutes les valeurs monétaires en monnaie nationale (CAD) en utilisant le taux de conversion moyen de l'année 2018 pour le Canada et les États-Unis (1,2957)³. Cet indicateur est représenté par PIB_t dans l'équation du modèle.

Indice des prix à la consommation (IPC) : L'IPC reflète le coût pour le consommateur moyen d'acquies un panier prédéterminé de biens et services. Chaque bien du panier est pondéré en fonction de la proportion des dépenses moyennes des ménages que représente ce bien. L'IPC indique si l'économie connaît une inflation, une déflation ou une stagflation et est étroitement lié au PIB d'un pays, et donc à son PIB par habitant. Cette variable est représentée par le terme IPC_t dans l'équation du modèle estimé.

Le taux de chômage des jeunes : Cet indicateur, représenté par $TauxChôm_t$ dans l'équation de régression, mesure la part de la population active âgée de 15 à 24 ans sans travail, mais disponible et à la recherche d'un emploi. Un niveau élevé de chômage chez les jeunes peut indiquer une faible qualité de l'éducation et, à long terme, peut avoir des effets néfastes prenant la forme de niveaux inférieurs de capital humain, de salaires réduits et d'un affaiblissement de la participation au marché du travail⁴. La relation entre le taux de chômage des jeunes et le PIB par habitant est sans ambiguïté et largement documentée.

Taux de mortalité infantile : Le taux de mortalité infantile est représenté par $MortInf_t$ dans l'équation du modèle de régression. Il s'agit du nombre de nourrissons qui meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an, pour 1000 naissances vivantes au cours d'une année donnée. Il s'agit d'un indicateur largement utilisé pour mesurer l'état de santé général d'une population. En effet, un rapport des Nations Unies de 2005⁵ déclarait que « [le taux de mortalité infantile] pouvait servir d'indicateur de mesure de la santé de la population ». Le lien entre le bien-être physique d'une population et le PIB a été prouvé par de multiples études empiriques.

Le nombre d'années d'enseignement obligatoire : Cette donnée est utilisée comme mesure du niveau de scolarité dans un pays donné. L'introduction de ces lois, ou de leur mise à jour, repose sur l'hypothèse selon laquelle une société profite collectivement de l'augmentation du niveau de scolarité de la population, car cela favorise le développement économique du pays. En effet, une main-

d'œuvre instruite est depuis longtemps liée à la croissance économique et a toujours été positivement corrélée avec le PIB. Plusieurs analyses empiriques de divers pays⁶ ont mis en évidence une relation positive et significative entre le nombre d'années d'enseignement obligatoire et le niveau d'instruction de la population d'un pays. Ce prédictor est représenté par Éduc_t dans l'équation ci-haut.

Les données utilisées dans cette étude ont été obtenues auprès de la Banque mondiale, à l'exception du classement de la liberté de la presse, qui a été obtenu sur le site Internet de Reporters sans frontières (RSF)⁷. RSF est une organisation non gouvernementale indépendante dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation internationale de la Francophonie⁸. Chaque année, le site publie un classement mondial de la liberté de la presse pour 179 pays. Pour les besoins de cette étude, nous avons sélectionné 132 de ces pays⁹, ce qui représentait 96 % de l'économie mondiale en ce qui concerne le PIB en 2018¹⁰. Le classement est déterminé selon une combinaison de sept critères¹¹.

- Pluralisme
- Indépendance des médias
- Environnement et autocensure
- Cadre légal
- Transparence
- Infrastructures
- Exactions

Le site Internet de RSF publie un classement allant de 1 à 179, 1 étant le meilleur classement possible. Cependant, pour faciliter l'interprétation de nos résultats, nous avons inversé l'ordre de classement dans notre ensemble de données.

INTERPRÉTATION DES COEFFICIENTS

Les résultats de la régression multiple sont présentés dans le Tableau A-1. Les prédictors significativement corrélés avec le PIB par habitant sont le classement de la liberté de la presse, la population, le PIB, le taux de chômage des jeunes et le taux de mortalité infantile.

Il existe une relation positive entre la variable indépendante d'intérêt et le PIB par habitant. Cela implique qu'à mesure que la liberté d'expression s'améliore dans un pays donné, le PIB par habitant augmentera. Le coefficient révèle que, toutes choses égales par ailleurs, si un pays progressait d'une place dans le classement de la liberté de la presse, son PIB par habitant augmenterait de 148 \$, en moyenne.

Le taux de chômage des jeunes et le taux de mortalité infantile, en revanche, présentent tous deux une relation négative avec la variable dépendante. L'ampleur de ces coefficients suggère un lien étroit entre l'éducation et la santé des habitants d'un pays et leur bien-être économique. En effet, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'un point de pourcentage du taux de chômage des jeunes diminuerait le PIB par habitant de 548 \$. La même variation du taux de mortalité infantile diminuerait la variable dépendante de 815 \$.

Tableau A-1

Régression multiple avec un échantillon de 132 pays	
Variabiles	PIB par habitant
Classement – Liberté d'expression	148*** (47)
Superficie	0.0001 (0.0004)
Population	-1.86e-05* (1.06e-05)
PIB	1.55e-09*** (3.79e-10)
Indice des prix à la consommation	-427 (274)
Taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans	-548*** (148)
Taux de mortalité infantile	-815*** (123)
Nombre d'années d'éducation obligatoires	-1,356 (906)
Constant	55,883*** (15,191)
Observations	132
R-carrée	0.521

Notes : Erreurs standard robustes entre parenthèses. Les données sont pour l'année 2018. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1.

La corrélation négative entre la population et le PIB par habitant est simplement le résultat de la relation mathématique entre la variable dépendante et la variable correspondant à la population. Une population plus élevée diminuera le PIB par habitant, car c'est le dénominateur de la formule de la variable dépendante : PIB par habitant = PIB / population. Il n'est donc pas surprenant de trouver une corrélation négative et significative entre le PIB et notre variable dépendante.

Enfin, le coefficient représentant le niveau de scolarité de la population d'un pays révèle une relation négative, mais statistiquement non significative avec le PIB par habitant. Nous soutenons que ce résultat contre-intuitif peut s'expliquer par le fait que de nombreux pays en développement dans notre ensemble de données ont des lois strictes sur l'enseignement obligatoire, mais un faible PIB par habitant. Cette particularité de notre ensemble de données peut en effet brouiller la vraie corrélation entre la variable liée à l'éducation et la variable dépendante.

De manière générale, ces résultats concordent avec la littérature existante qui analyse la relation entre la liberté d'expression et le bien-être général de la population d'un pays. Par exemple, un article de l'Université de Stanford met en évidence l'importance du libre échange d'idées et conclut qu'il s'agit d'un élément essentiel d'une économie innovante. Plus précisément, cette étude révèle qu'une augmentation du stock d'idées produites par des chercheurs

explique 70 % de la croissance économique enregistrée aux États-Unis entre 1950 et 1993¹². D'autres études ont constaté que les sociétés plus aptes à exprimer leurs préoccupations au gouvernement et aux fonctionnaires sont beaucoup plus susceptibles de connaître des niveaux plus élevés de bien-être¹³. Pour être plus précis, le bien-être d'une société dans cette étude est déterminé par son niveau de revenu, son taux de chômage, son niveau d'inégalités sociales, son capital social et le degré de satisfaction à l'égard de la vie des habitants¹⁴. Enfin, un chercheur de la California State University a trouvé une relation positive et statistiquement significative entre le PIB par habitant et le classement de transparence publié par la Transparency International Organization¹⁵.

LIMITES ET FORCES DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE

En incluant une seule année dans notre ensemble de données, nous ne pouvons pas tirer de conclusions convaincantes sur l'effet temporel des variables indépendantes sur le PIB par habitant. Néanmoins, sélectionner une seule année a ses avantages. Par exemple, une base de données transversale élimine la possibilité d'autocorrélation; par conséquent, les estimations de paramètres obtenues par notre modèle sont sans doute plus précises que celles qui seraient générées avec un ensemble de données de panel. Le modèle MCO utilisé dans cet article pourrait tout de même être amélioré en incluant des termes d'interaction parmi les variables indépendantes.

Les modèles économétriques MCO sont couramment employés lors de l'utilisation d'un ensemble de données transversales, mais ce type de modèle opère selon un nombre d'hypothèses importantes. Les implications de chaque hypothèse dépassent la portée de cet article, cependant, il convient de mentionner l'hypothèse de linéarité. Dans notre interprétation des résultats, nous supposons que chaque pays a le même montant à gagner en augmentant son niveau de liberté d'expression.

Lorsqu'une étude se base sur des données macroéconomiques telles que notre ensemble de variables indépendantes, la prévalence de multicollinéarité est courante. Un niveau élevé de multicollinéarité peut en effet être problématique, dans la mesure où il remettrait en cause la significativité des variables indépendantes. Par conséquent, afin de certifier la fiabilité de nos estimations, nous avons effectué un test diagnostique, à savoir le test du facteur d'inflation de la variance (VIF). Le test VIF fournit une mesure de la présence de multicollinéarité entre les prédicteurs. Lors de la vérification, le niveau de multicollinéarité entre les variables ne s'est pas avéré alarmant. De plus, pour contrôler l'hétéroscédasticité, nous utilisons des erreurs standard robustes.

Pour élargir cette étude, il serait également possible d'isoler et comparer l'effet de la variable indépendante d'intérêt pour un continent ou un sous-groupe de pays déterminé, comme l'Union européenne ou l'Afrique. De plus, cette étude pourrait être étendue en incluant plusieurs années au modèle, permettant ainsi une analyse temporelle.

Enfin, de nombreux paramètres peuvent affecter le PIB par habitant d'un pays, de sorte que l'ensemble des variables indépendantes peut également être modifié. Par exemple, plutôt que d'utiliser le taux de chômage des jeunes, on pourrait utiliser le chômage total. Étant donné le coefficient contre-intuitif généré pour la variable éducation, une mesure différente du niveau de scolarité devrait être envisagée dans les futurs efforts de recherche.

Nous pensons néanmoins que nos résultats sont robustes et que cette étude pourrait également jeter les bases de nouvelles recherches pour de nouvelles recherches.

RÉFÉRENCES

1. Un dollar international a le même pouvoir d'achat sur le PIB du pays déclarant qu'un dollar américain aux États-Unis. La Banque mondiale, Données, Par indicateur, Économie et croissance, PIB par habitant, (\$ PPA internationaux constants de 2011), Détails, consulté en novembre 2020.
2. Nations Unies, « Déclaration universelle des droits de l'homme », p. 5.
3. Banque du Canada, Statistiques, Taux de change, Taux de change annuels, consulté en novembre 2020.
4. Thomas A. Mroz et Timothy H. Savage, « The long-term effects of youth unemployment », Yale University, juin 2003.
5. Daniel Reidpath et Pascale Allotey, « Infant mortality rate as an indicator of population health », *Journal of Epidemiology & Community Health*, Vol. 57, No. 5, 2003, p. 345.
6. Philip Oreopoulos, *Analytical Studies Branch Research Paper Series, Canadian Compulsory School Laws and their Impact on Educational Attainment and Future Earnings*, Statistique Canada et le Department of Economics, University of Toronto, mai 2005, p. 16; Claudia Goldin et Lawrence Katz, *Mass secondary schooling and the state: the role of state compulsion in the high school movement*, National Bureau of Economic Research, novembre 2003, p. 23; Giorgio Brunello, Margherita Fort et Guglielmo Weber, « Changes in compulsory schooling, education and the distribution of wages in Europe », *The Economic Journal*, vol. 119, no 536, mars 2009, p. 537.
7. Reporters sans frontières, Pays et régions, Classement mondial de la liberté de la presse 2020, 2018, consulté en novembre 2020.
8. Reporters sans frontières, Qui sommes-nous? Présentation, consulté en novembre 2020.
9. Les pays inclus dans notre étude ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité des données pour les variables indépendantes sur le site Internet de la Banque mondiale.
10. La Banque mondiale, Données, Par indicateur, Économie et croissance, PIB (\$ US courants), 2018, consulté en novembre 2018. Selon les calculs de l'auteur. Selon la Banque mondiale (voir référence), le PIB mondial en 2018 s'élevait à 86,36 billions. En additionnant le PIB des 132 pays de notre ensemble de données, nous obtenons 82,5 billions. Et donc, $82,59 / 86,36 = 95,63\%$.
11. Reporters sans frontières, Pays et Régions, Classement mondial de la liberté de la presse 2020, Méthodologie, consulté en novembre 2020.
12. Charles I. Jones, Sources of U.S. Economic Growth in a World of Ideas, *American Economic Review*, vol. 92, no 1, juillet 2000, p. 21.
13. Rok Spruk et Aleskandar Kešeljevic, « Institutional Origins of Subjective Well-Being: Estimating the Effects of Economic Freedom on National Happiness », *Journal of Happiness Studies*, vol. 17, no 2, janvier 2015, p. 678.
14. *Ibid.*, p. 661.
15. Cenap Ilter, « What economic and social factors affect GDP per capita? A study on 40 countries », *Journal of Global Strategic Management*, vol. 11, no 2, décembre 2017, p. 58.

L'Institut économique de Montréal est un think tank indépendant sur les politiques publiques basé à Montréal. Par ses publications, ses apparitions dans les médias et ses services consultatifs aux décideurs politiques, l'IEDM stimule les débats et les réformes des politiques publiques en se basant sur les principes établis de l'économie de marché et sur l'entrepreneuriat. L'IEDM ne sollicite ni n'accepte aucun financement gouvernemental. Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration. La présente publication n'implique aucunement que l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit. Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source. IEDM © 2021

IEDM 1100, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 351, Montréal QC H3B 2S2 - T 514.273.0969 F 514.273.2581 iedm.org